

Communiqué de presse

Paris, le 21 mai 2025

**28 parties prenantes de l'industrie financière présentent leurs attentes
vis-à-vis des entreprises dans les zones de conflit et dans les zones à hauts risques
(CAHRA)**

Selon l'Armed Conflict Location & Event Data (ACLED), 40 % de conflits supplémentaires se sont produits par rapport à 2020 (1.). Alors que le monde fait face à une augmentation des conflits violents, intra-étatiques ou inter-étatiques, **23 détenteurs, gestionnaires d'actifs, parties prenantes de l'industrie financière internationale, rassemblant plus de 980 milliards d'euros d'encours d'actifs sous gestion(1.), le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR), avec le soutien de la Fédération Internationale des droits humains (FIDH) et l'expertise de plusieurs ONG et fondations**, présentent leurs attentes pour que les entreprises adoptent et mettent en œuvre des politiques et des pratiques responsables en matière de droits de l'homme dans **les zones de conflit et dans les zones à hauts risques (CAHRA)** conformes à l'ensemble des réglementations, principes et orientations applicables.

Concrètement, les investisseurs responsables **alertent que dans de tels contextes, le respect des droits de l'homme internationalement reconnus et du droit international humanitaire ne peut être garanti que par la mise en place d'une diligence raisonnable renforcée en matière de droits de l'homme et d'un ensemble de mesures proactives de la part des entreprises.**

Les demandes précises sont listées dans le texte que vous trouverez ci-après :

[LIRE LA TRIBUNE EN FRANÇAIS](#)

[LIRE LA TRIBUNE EN ANGLAIS](#)

Anaïs Cassagnes, Analyste ISR, Sycomore AM : *"Alors que nous avons-nous-mêmes défini notre politique en matière de droits de l'homme en 2020, nous accordons une attention particulière au respect des droits de l'homme dans nos décisions d'investissement. Dans un monde où les conflits armés se multiplient, les entreprises comme les investisseurs sont exposés à des risques spécifiques en la matière. Lorsque ces risques et leurs spécificités ne sont pas pris en compte, les entreprises sont exposées à des risques de violation du droit humanitaire, avec un impact sur les personnes et une matérialité financière pour l'entreprise. En tant qu'investisseurs responsables, nous devons dialoguer avec les entreprises sur ces questions et nous assurer qu'elles respectent les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Nous recommandons notamment qu'elles collaborent avec leurs parties prenantes et des experts spécialisés pour gérer efficacement les risques liés aux droits de l'homme dans les zones de conflit."*

Alix Roy, Analyste ESG, Ecofi : *"Chez Ecofi, nous croyons fermement que les droits de l'homme sont au cœur de toute décision d'investissement. Notre engagement en faveur de la justice sociale et de la paix a toujours fait partie de notre ADN. Face à l'escalade des conflits mondiaux, le respect des droits de l'homme n'est plus seulement une obligation morale, mais un risque réel qui doit être intégré par les entreprises dans leurs relations et opérations commerciales, et par les investisseurs qui doivent se positionner en tant que promoteurs de la dignité humaine. Nous exhortons donc les entreprises à adopter des pratiques transparentes et respectueuses des droits de l'homme, en particulier dans les zones à hauts risques, afin de s'aligner sur le droit humanitaire international et les principes directeurs des Nations unies et de les faire respecter, favorisant ainsi un avenir fondé sur la dignité et le respect pour tous."*

LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES :

- FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR LES DROITS HUMAINS (FIDH)
- FORUM POUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE (FIR)
- A.S.R ASSET MANAGEMENT
- CONSEIL ÉTHIQUE DES FONDS DE PENSION SUÉDOIS
- DANA INVESTMENTS ADVISORS
- DE PURY PICTET TURRETTINI & CIE SA
- ECOFI
- EVERENCE
- FRIENDS FIDUCIARY CORPORATION
- FONDATION PEACENEXUS
- GREEN BANK INVESTMENTS
- HEARTLAND INITIATIVE
- INVESTOR ALLIANCE FOR HUMAN RIGHTS
- LADY LAWYER FOUNDATION
- LGPS CENTRAL LIMITED
- LOCAL AUTHORITY PENSION FUND FORUM (LAPFF)
- MERCY INVESTMENTS
- MILLER HOWARD INVESTMENTS
- MN
- MOZAIC ASSET MANAGEMENT
- NATURAL INVESTMENT
- NIA IMPACT CAPITAL
- SDG INVEST
- SEVENTH GENERATION INTER FAITH
- STOREBRAND ASSET MANAGEMENT
- SYCOMORE ASSET MANAGEMENT
- THE PRESBYTERIAN CHURCH
- UNITED CHURCH FUNDS

Nous laissons la possibilité à de nouveaux investisseurs de signer cette tribune après sa publication. Les signatures seront mises à jour en fin de mois, distinctement de la liste des premiers signataires communiquée ce jour.

Pour toute question, n'hésitez pas à écrire à l'adresse : engagement@frenchsif.org.

(1.) [Lien Source](#)

(2.) l'équivalent de plus d'un trillion de dollars d'encours d'actifs sous gestion

Contact presse :

FIR : Béatrice Passedat beatrice.passedat@frenchsif.org

Tél. : + 33 (0)1 40 36 61 58

À propos du FIR

Le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) est une association multi-parties-prenantes fondée en 2001 qui a pour objet de promouvoir et de développer l'Investissement Socialement Responsable (ISR). Le FIR regroupe l'ensemble des acteurs de l'ISR: investisseurs, sociétés de gestion, intermédiaires financiers, agences de notations extra-financières, conseils investisseurs, organisations de place, syndicats, ONGs, associations ainsi que des personnalités qualifiées : avocats, journalistes, universitaires... Le FIR est un acteur du dialogue et de l'engagement avec les entreprises cotées sur les questions de développement durable (Briefs investisseurs, études thématiques, questions écrites aux assemblées générales du CAC 40...). Le Forum est également le promoteur de la Semaine de la finance responsable qui se tient chaque année à l'automne. Il organise avec les Principles for Responsible Investment (PRI), les Prix « Finance et développement durable » qui récompensent les meilleurs travaux universitaires européens. Le FIR est l'un des membres fondateurs d'Eurosif. www.frenchsif.org